
**RDC : La mécanique des fluides
Reconfigurations politiques
à la veille des élections de 2016**

Manya Riche

Novembre 2015

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales.

Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901).

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares think tanks français à se positionner au cœur même du débat européen.

Les opinions exprimées dans ce texte
n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN : 978-2-36567-467-6

Tous droits réservés © Ifri – 2015

Ifri
27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 – FRANCE
Tel : +33 (0)1 40 61 60 00
Fax : +33 (0)1 40 61 60 60
Email : ifri@ifri.org

Ifri-Bruxelles
Rue Marie-Thérèse, 21
1000 – Bruxelles – BELGIQUE
Tel : +32 (0)2 238 51 10
Fax : +32 (0)2 238 51 15
Email : info.bruxelles@ifri.org

Website : www.ifri.org

Auteur

Manya Riche a travaillé pendant plusieurs années au sein de différentes institutions congolaises relatives aux processus de paix et de démocratisation. Cette expérience lui a donné un bon aperçu des problématiques politiques au Congo et en Afrique centrale de même qu'un accès personnel à des acteurs clés des plus hautes instances. Elle travaille à présent comme consultante indépendante, et comme membre coordinateur du *Congo Peace Center*, une ramification de la chaire Conflit et Développement de *Texas A&M University*. Elle appartient également au réseau du *Mc Cain Institute* qui a pour mission d'identifier, de former les leaders en République Démocratique du Congo et dans le monde et d'inciter l'engagement et l'implication des femmes en politique.

Sommaire

AUTEUR	1
SOMMAIRE	2
INTRODUCTION	3
LA MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE, UNE MACHINE POLITIQUE EN ORDRE DE BATAILLE ?	4
Une configuration partisane au soutien de Joseph Kabila (2006 – septembre 2015)	4
Les diverses options du maintien au pouvoir de Joseph Kabila	5
<i>Le changement de la Constitution par le déverrouillage de l'article 220.....</i>	<i>6</i>
<i>Le changement du mode de scrutin du président de la République.....</i>	<i>6</i>
<i>Le recensement de la population</i>	<i>6</i>
<i>Le « glissement » du calendrier électoral</i>	<i>6</i>
<i>Le découpage territorial et la nomination des gouverneurs « provisoires » dans les nouvelles provinces</i>	<i>7</i>
<i>Le dialogue avec les partis de l'opposition</i>	<i>7</i>
Manœuvres mises en œuvre	8
ÉTAT DES LIEUX DE L'OPPOSITION INSTITUTIONNELLE	11
L'éclatement de la machine MP et l'émergence de la plate-forme G7.....	11
Les principaux partis d'opposition	12
Le morcellement de l'opposition.....	14
Tentatives de rassemblement pour le respect de la Constitution	15
LES PRINCIPALES DYNAMIQUES EN VUE DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2016.....	16
La dynamique Kabila	16
La dynamique Katumbi	17
La dynamique Kamerhe	18
Les autres dynamiques.....	20
CONCLUSION.....	21

Introduction

La République démocratique du Congo (RDC) est actuellement à un moment clé de son histoire politique. Une observation attentive de l'évolution du paysage politique congolais est nécessaire afin de saisir les nuances, les freins et les opportunités quant à une alternance politique apaisée, condition d'une paix durable. Les choix que fera dans les prochains mois l'actuel président Joseph Kabila, au pouvoir depuis 2001, indiqueront si la RDC prend la voie d'un processus démocratique ou si le pays sera le théâtre de manœuvres politiques ayant pour unique but la conservation du pouvoir. Cet article présente les moyens dont dispose le président Joseph Kabila pour se maintenir au pouvoir, au-delà de son deuxième et dernier mandat. Il dresse également un état des lieux à la fois de la majorité présidentielle (MP) et des forces d'opposition, avant d'évaluer les différentes tendances qui se dessinent en vue des élections de 2016.

La majorité présidentielle, une machine politique en ordre de bataille ?

Une configuration partisane au soutien de Joseph Kabila (2006 – septembre 2015)

La majorité présidentielle (MP) regroupe la famille politique au sens large qui soutient Joseph Kabila. Celle-ci comprend le parti présidentiel, le Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD) dont Joseph Kabila est l'autorité morale, ainsi qu'un grand nombre de partis satellites et autres partenaires politiques (on dénombre plus de 200 partis politiques). La majorité des partis qui composent la MP sont qualifiés de « partis malles » et se limitent à une existence seulement formelle, avec à leur tête un chef de parti inféodé au pouvoir. En règle générale, ces partis ne disposent pas d'un réel ancrage politique tant au niveau national que provincial. Cette construction politique permet de créer une illusion de puissance de la majorité présidentielle et aide à multiplier le nombre de sièges au Parlement, grâce au système de vote proportionnel qui est en vigueur en RDC. La stratégie, jusqu'à présent efficace, a été de multiplier le nombre de ces petits partis satellites afin de gonfler les rangs de la majorité présidentielle.

D'autres partis ont une certaine assise en dehors du PPRD et constituent ce que l'on peut appeler les « poids plus ou moins lourds » de la majorité présidentielle. Ils sont présents au Parlement et comptent parmi leurs rangs un nombre non négligeable de députés nationaux. La plupart de ces partis ont un ancrage réel à l'échelle provinciale, mais leur poids reste limité sur le plan national. Parmi ces partis figure le Mouvement Social pour le Renouveau (MSR), dirigé par Pierre Lumbi, ancien conseiller spécial du président en matière de sécurité (il vient d'être révoqué à la suite d'une nouvelle recombinaison de la majorité présidentielle en septembre 2015) et originaire de la province du Maniema. Autre parti important de la MP, l'Alliance pour le renouveau au Congo (ARC) d'Olivier Kamitatu, anciennement ministre du Plan (il vient lui aussi d'être révoqué à l'issue du dernier remaniement ministériel) et originaire de la province du Bandundu. Citons aussi l'Union nationale des fédéralistes du Congo (UNAFEC) de Gabriel Kyungu wa Kumwanza, président de l'assemblée provinciale du Katanga (seulement dans sa forme initiale, la région ayant été divisée depuis en quatre provinces

distinctes), issu du clan Mulubakat comme le père de l'actuel président Kabila et originaire du Nord Katanga. Enfin, on pourrait citer l'Alliance des forces démocratiques du Congo (AFDC) de Bahati Lukwebo, originaire du Sud Kivu et actuel ministre de l'économie nationale.

Sans faire directement partie de la majorité présidentielle, certains partis sont considérés comme alliés et soutiennent le président Kabila depuis 2006. C'est le cas du Parti Lumumbiste unifié (PALU), parti historique d'Antoine Gizenga, originaire de la province du Bandundu. Le PALU n'est pas intégré à la plate-forme « Majorité Présidentielle » mais est allié depuis 2006, suite à l'accord de circonstance scellé entre Joseph Kabila et Antoine Gizenga pour battre Jean-Pierre Bemba, leader du Mouvement de Libération du Congo (MLC, aujourd'hui parti d'opposition), lors du deuxième tour de l'élection présidentielle. En 2011, un changement constitutionnel a été effectué, et l'élection présidentielle est passée de deux à un seul tour. À cette occasion, le PALU n'avait pas présenté de candidat et avait choisi de s'aligner derrière Joseph Kabila. Cette même année, à la suite d'élections décriées aussi bien par des organisations de la société civile que par la communauté internationale, le PALU a vu son nombre de députés au Parlement chuter par rapport aux élections législatives de 2006. À ce jour, le PALU continue de soupçonner la MP d'avoir manœuvré, grâce à l'influence qu'elle avait sur la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI), pour lui faire perdre bon nombre de députés afin que le parti soit affaibli et ainsi facilement absorbé par la Majorité présidentielle. Signalons que ces élections de 2011 ont permis à plusieurs membres de la majorité présidentielle d'obtenir des sièges au Parlement, alors que de forts soupçons de fraude ont émaillé ces élections, soulignant notamment la partialité de la CENI. Le pasteur Ngoy Mulunda, ancien Président de la CENI contraint à la démission en 2013, a plusieurs fois répété en milieux restreints que des députés non élus siègent actuellement à l'Assemblée nationale.

Les diverses options du maintien au pouvoir de Joseph Kabila

Avec l'instrument politique et institutionnel que constitue la MP, couplé à un soutien inconditionnel des forces de sécurité (du moins en apparence), Joseph Kabila garde une très forte assise sur la classe politique congolaise qui lui a permis de se maintenir au pouvoir jusqu'à présent. Il achève actuellement son deuxième mandat qui devrait être le dernier selon la Constitution. Toutefois, plusieurs options sont envisagées par son entourage et sans doute par lui-même pour se maintenir au pouvoir au-delà de 2016.

Le changement de la Constitution par le déverrouillage de l'article 220

Cette option vise à autoriser Joseph Kabila à concourir aux prochaines élections présidentielles de 2016 en lui permettant d'exercer un troisième mandat. Cette manœuvre vise à remettre en cause l'article 220 de la Constitution, qui souligne le caractère intangible des dispositions constitutionnelles et qui limite à deux les mandats du président de la République. Cette stratégie aurait été principalement soutenue par Evariste Boshab, ministre de l'Intérieur et de la Sécurité et ancien secrétaire général du PPRD (il a été récemment remplacé au poste de secrétaire général par Henri Mova Sakanyi, ancien ambassadeur de la RDC en Belgique).

Le changement du mode de scrutin du président de la République

Ceci conduirait à faire passer le mode de scrutin du président de la République du suffrage universel direct au mode indirect. En d'autres termes, le président serait élu par le Parlement et non directement par la population comme c'est le cas actuellement. Cette disposition passerait également par un changement de la Constitution et aurait été inspirée par le modèle électoral en cours en Afrique du Sud ou en Angola.

Le recensement de la population

Cette alternative introduit le recensement administratif obligatoire avant toute prochaine échéance électorale, qu'elle soit législative ou présidentielle. Ce recensement serait organisé par l'Organe national de l'identification de la population (l'ONIP), structure pilotée par le Professeur Adolphe Lumanu, stratège et proche de Joseph Kabila. Il fut notamment son ancien Directeur de cabinet, puis son ministre de l'Intérieur et de la sécurité. Le processus de recensement n'est pas une entreprise simple en RDC en raison de l'immensité du territoire. Par conséquent, une telle manœuvre pourrait permettre au président Kabila de rester au pouvoir en retardant ou rendant impossible pour « raisons techniques » l'organisation des élections législatives et présidentielles dans les délais requis par la constitution.

Le « glissement » du calendrier électoral

À l'image de l'option précédente, il s'agirait de trouver des artifices qui permettraient de reporter l'élection présidentielle au-delà du délai constitutionnel de novembre 2016. Le calendrier électoral dont il est ici question est celui publié par la Commission électorale nationale indépendante (CENI), pilotée par l'Abbé Apollinaire Malu Malu, un proche du président Kabila et qui serait son conseiller sur les questions électorales. Multiplier les préalables d'ordre technique et/ou financier rendrait l'organisation de l'élection présidentielle impossible

dans les délais impartis. Joseph Kabila pourrait ainsi rester deux à trois années supplémentaires au pouvoir¹.

Le découpage territorial et la nomination des gouverneurs « provisoires » dans les nouvelles provinces

En procédant à l'éclatement des nouvelles provinces, il en découle un chamboulement sur le plan administratif et financier qui contribuerait notamment à retarder l'élection des nouveaux gouverneurs. Cette « prochaine » élection des gouverneurs dans les nouvelles provinces récemment créées devra précéder toute autre élection comme l'a récemment notifié à la CENI la Cour constitutionnelle. En attendant ces élections, la Cour constitutionnelle a par ailleurs demandé au gouvernement de prendre des dispositions transitoires. Cette stratégie aurait été élaborée par des membres de la Cour constitutionnelle, sous le leadership de l'actuel ministre de l'intérieur Évariste Boshab. On cite également le professeur Bob Kabamba, professeur en Science politique à l'Université de Liège en Belgique, citoyen congolais naturalisé belge qui aurait été très discrètement consulté à cet effet. Bob Kabamba² serait proche d'Évariste Boshab, du Président Kabila et de certains réseaux politiques belges, notamment le Mouvement Réformateur (MR) du député européen, et ancien vice Premier ministre belge, Louis Michel. Bob Kabamba a également été consulté pour son expertise lors de l'élaboration de la Constitution de la RDC promulguée en février 2006, et a contribué significativement dans le cadre du processus de pacification en RDC et dans la région des Grands Lacs.

Le dialogue avec les partis de l'opposition

Cette option consiste à initier des consultations avec l'opposition politique radicale en vue d'harmoniser les cahiers des charges et convoquer un dialogue national. La conduite d'élections transparentes et apaisées dans le respect du calendrier électoral publié par la CENI deviendrait l'objectif principal pour obtenir un consensus. L'idée derrière cette manœuvre serait de parvenir à convaincre l'opposition de la nécessité d'une transition politique en RDC, laquelle permettrait à Joseph Kabila de conserver la tête du pays pour quelques années supplémentaires, en contrepartie d'un partage du pouvoir. Une telle transition pourrait impliquer un nouvel ordre constitutionnel et la remise des compteurs à zéro en ce qui concerne notamment le nombre de mandats du président Kabila.

1. Au moment où nous terminons ce texte, en octobre 2015, l'Abbé Malu Malu vient d'être contraint de présenter sa démission pour raisons de santé et les tractations pour son remplacement sont actuellement en cours.

2. Voir sa biographie : <<http://reflexions.ulg.ac.be>>.

Cette alternative serait principalement soutenue par Kalev Mutond, administrateur général de l'Agence nationale de renseignements (ANR) ainsi que par le Directeur de cabinet de Joseph Kabila, Maître Mwilanya Néhémie et Maître Norbert Nkulu, également ancien ambassadeur de la RDC au Rwanda.

Manœuvres mises en œuvre

Ces diverses options ont été examinées et l'idée du changement de la constitution est longtemps restée d'actualité pour Joseph Kabila. Mais cette éventualité semble avoir été jugée trop risquée, et ce principalement à la suite des événements du 19 au 23 janvier 2015 et la pression internationale qui s'en est suivie. La population, particulièrement à Kinshasa, Goma, Bukavu (provinces du Nord et Sud Kivu) et dans une moindre mesure à Kisangani (province orientale) et à Kimpese (province du Bas Congo) s'était en effet massivement soulevée contre le régime pour protester contre le vote du Sénat visant à modifier l'article 8 de la loi électorale. Cet article controversé aurait conditionné les élections à un recensement national et aurait permis au président Kabila de rester au pouvoir en prolongeant son mandat. Ce soulèvement populaire, qui a fait de nombreuses victimes³, a toutefois poussé le parlement à retirer l'article 8 de la loi électorale, marquant ainsi une victoire de la population face au pouvoir en place. À la suite de ces événements, la majorité présidentielle semble avoir adopté une nouvelle position et compris qu'il serait désormais difficile d'imposer ce type de décisions à la population.

Ainsi le gouvernement a dû revoir sa stratégie politique et s'appuyer sur de nouvelles options, notamment le mécanisme du découpage des provinces pour retarder les échéances électorales. Au mois de janvier 2015, l'Assemblée nationale a voté une loi portant sur une nouvelle division administrative du pays qui prévoit l'institution de 26 provinces en lieu et place des 11 provinces. Ce découpage est effectif depuis le mois de juin 2015 et est censé créer des provinces qui seraient davantage à dimension humaine et, dans le cadre de la décentralisation, permettrait de rapprocher les gouvernants des gouvernés. Toutefois, le moment choisi pour promulguer la loi sur ce découpage n'est sans doute pas anodin. Les principaux mobiles semblent ici être la conservation du pouvoir et la limitation du poids de certains leaders de la province du Katanga, notamment Moïse Katumbi et Kyungu wa Kumwanza jugés trop indépendants, trop influents ou encore susceptibles d'échapper à l'autorité du Président. La « riche » province du Katanga vient ainsi d'être découpée en quatre provinces, ce qui pourrait exacerber les partitions communautaires d'une région déjà assez fortement divisée selon de telles logiques, entre le Nord Katanga (clan du père Kabila) et le Sud Katanga (divisé essentiellement entre les Rund qui sont

3. 42 morts selon la FIDH, chiffres disponibles sur : <<https://fidh.org/fr>>.

majoritaires et les Bemba, la communauté de Moïse Katumbi). Dans son calcul politique, Joseph Kabila est bien conscient que le clan katangais unifié pourrait représenter une menace pour lui, et tôt ou tard contester son autorité. Jouer la carte du communautarisme serait alors un moyen pour diviser et affaiblir le leadership katangais.

Par ailleurs, dans le cadre de ce découpage des provinces, un projet d'ordonnance du président de la République, adopté en Conseil des ministres, permettrait de nommer des Commissaires spéciaux et leurs adjoints en attendant le « cours normal » de l'élection des gouverneurs. Le dilemme actuel du camp présidentiel consiste à se demander s'il faut nommer des hauts fonctionnaires ou bien des politiques à ces postes de gouverneurs « provisoires ».

Concernant la question du « dialogue national », les grands partis de l'opposition, à savoir l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) d'Étienne Tshisekedi⁴, le Mouvement de Libération du Congo (MLC) de Jean-Pierre Bemba (candidat battu à la présidentielle de 2006 et détenu à la CPI depuis 2008) et l'Union pour la nation congolaise (UNC) de Vital Kamerhe⁵, ont dans un premier temps accueilli cette soudaine ouverture du camp Kabila avec beaucoup de méfiance. Ils continuent de subodorer les pièges qui pourraient se cacher derrière un tel « dialogue ». Dans l'espace politique congolais, Joseph Kabila est réputé pour sa versatilité, son attentisme et sa difficulté à respecter ses engagements. Il a plus souvent œuvré en tant que diviseur qu'en tant que rassembleur, ce qui n'est pas pour rassurer les leaders de l'opposition. Ainsi, la plupart des partis de l'opposition ont rejeté le dialogue politique sous le format proposé par Joseph Kabila.

Pourtant, le plus grand parti d'opposition à savoir l'UDPS d'Étienne Tshisekedi – hier encore très hostile au président Kabila, l'accusant de lui avoir volé la victoire en 2011 – se dit aujourd'hui prêt à participer au dialogue, à condition que l'événement soit présidé par un médiateur issu de la communauté internationale. Dans un souci de légitimation de sa démarche, l'UDPS se réfère à l'accord-cadre d'Addis-Abeba et aux résolutions 2098 et 2211 du Conseil de sécurité qui prônent un dialogue inclusif en prévision des élections de 2016. Il faut toutefois souligner que l'UDPS n'est pas actuellement dans une dynamique positive et connaît une division en interne, avec un leader âgé, souffrant, et qui n'a pas su se renouveler ni même créer une relève significative au sein de son parti. Son fils, Félix Tshisekedi, est régulièrement accusé de négocier avec le camp Kabila pour garantir sa propre survie politique, tirant profit de ses liens familiaux et de

4 Opposant historique, Étienne Tshisekedi avait obtenu la seconde place lors de l'élection présidentielle de 2011. Aujourd'hui âgé de 80 ans et de santé fragile, il réside en Belgique.

5 Ancien proche de Kabila et président de l'Assemblée nationale, Vital Kamerhe est passé à l'opposition en 2009. Il arriva à la troisième place lors de l'élection présidentielle de 2011.

l'état de santé de son père pour influencer ses décisions en dehors des lignes du parti. La démarche de Félix Tshisekedi est décriée non seulement par la base de l'UDPS mais aussi et surtout par d'autres leaders du parti. Un groupe de frondeurs a récemment dénoncé la présidence d'Étienne Tshisekedi et demandé des élections anticipées pour élire un nouveau bureau politique. Il faut cependant noter que l'UDPS vient de fixer un ultimatum à Kabila pour la convocation du dialogue politique à la fin du mois de novembre 2015 sous peine de se désolidariser de la démarche.

Quant aux deux autres grands partis de l'opposition, le MLC et la jeune Union pour la Nation Congolaise (UNC), ils considèrent qu'un dialogue politique sous le format proposé par Kabila n'est pour l'heure pas opportun et que si un dialogue devait voir le jour, celui-ci devrait se limiter à une discussion technique tripartite Majorité - CENI - Opposition. Selon eux, la CENI reste l'instance appropriée pour examiner les modalités liées au processus électoral, notamment le calendrier et la priorisation de l'ordre des scrutins.

État des lieux de l'opposition institutionnelle

S'il existe aujourd'hui en RDC une majorité et une opposition, un regard plus nuancé suggère que des alliances stratégiques peuvent se tisser au-delà des clivages politiques. Ces regroupements politiques se font tant par affinités que par opportunisme, et les configurations actuelles sont encore susceptibles de connaître des mutations. Nous tenterons ici de proposer un éclairage sur les forces politiques qui s'opposent aujourd'hui au président Joseph Kabila et évaluerons les différentes tendances qui se dessinent d'ici les élections de 2016.

L'éclatement de la machine MP et l'émergence de la plateforme G7

Le départ spectaculaire de sept partis politiques de la majorité présidentielle a récemment fait la une de la presse. Ces partis ont été mis à la porte par le bureau politique de la MP pour avoir pris position contre la ligne de « la famille présidentielle ». Ils se sont en effet prononcés en faveur du strict respect de la Constitution et d'une alternance politique, deux questions cruciales qui n'avaient jusqu'alors eu aucun écho au sein de la MP.

Ces sept partis qui épousent certaines thèses de l'opposition viennent de se regrouper autour d'une plate-forme dénommée le G7⁶. Pourtant, selon les déclarations des leaders de ces partis, ils n'ont pas formellement rejoint l'opposition. Ils affirment être avant tout les défenseurs des valeurs républicaines ainsi que du respect de la constitution et de l'alternance politique. Le G7 regroupe les partis et leaders suivants : le Mouvement social pour le renouveau (MSR) de Pierre Lumbi, l'Alliance pour le renouveau au Congo (ARC) d'Olivier Kamitatu, l'Avenir du Congo (ACO) de Dany Banza, l'Alliance des démocrates pour le progrès de Christophe Lutundula, le Parti Démocrate Chrétien (PDC) de Jose Endundo, l'UNAFEC de Kyungu wa Kumwanza, l'Union Nationale des Démocrates Fédéralistes (UNAFED) de Mwando Nsimba. Ces partis totalisent un peu plus de 90 députés et sénateurs au Parlement sur plus de

6 Cf. *Radio Okapi* : « RDC : le G7 devient une plate-forme politique », 17 septembre 2015, disponible sur : <www.radiookapi.net>.

600 parlementaires. La MP a certes été affaiblie par ces défections mais garde néanmoins une majorité confortable. Il faut toutefois noter que le G7 ne compte sans doute pas s'arrêter en si bon chemin et tentera de rallier d'autres formations politiques au cours des prochains mois. Celles-ci pourraient rejoindre la plateforme G7 en raison d'une proximité idéologique ou pour des considérations purement opportunistes.

Un lien de plus en plus évident semble se dégager entre le G7 et le désormais ex-gouverneur du Katanga, Moïse Katumbi⁷. Les leaders de cette plateforme ne l'affirment pas ouvertement mais ils auront de plus en plus de mal à cacher leur soutien si celui-ci annonce sa candidature à la présidentielle de 2016, ce qui semble se dessiner si l'on en croit sa récente occupation de l'espace médiatique. Des observateurs affirment d'ailleurs que Moïse Katumbi, qui se serait considérablement enrichi durant son mandat à la tête du Katanga, pourrait être l'Homme-orchestre derrière la création du G7 et qu'il serait prêt à entamer sa campagne en vue de l'élection présidentielle 2016.

Les principaux partis d'opposition

À l'heure actuelle, les partis de l'opposition qui ont un ancrage, non seulement provincial mais également national, sont l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), le parti historique d'Étienne Tshisekedi, le MLC de Jean-Pierre Bemba et l'UNC de Vital Kamerhe. D'un point de vue institutionnel, ces trois partis sont représentés au Parlement et l'UDPS est le deuxième parti le plus représenté à l'Assemblée nationale après le Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD) fondé par Joseph Kabila.

L'UDPS, parti historique de l'opposition congolaise, déjà présent au temps du président Mobutu Sese Seko, continue aujourd'hui de se présenter comme la seule « vraie opposition » en RDC, et affirme par conséquent que le leadership lui revient de plein droit. Du fait de cette posture, l'UDPS semble avoir du mal à organiser des actions communes avec le reste de l'opposition. Cette dernière en est d'autant plus fragilisée et à la merci d'une instrumentalisation par le pouvoir. Au regard du contexte politique actuel, de la configuration géographique et de la complexité de la donne ethnique en RDC, il est improbable qu'un parti politique soit en mesure de remporter à lui seul des élections d'envergure. Le leader emblématique de l'UDPS, Étienne Tshisekedi, originaire du Kasaï, reste un des rares dirigeants politiques du pays à avoir réussi à dépasser les clivages ethniques et tribaux, et ce principalement dans le contexte de résistance populaire face au pouvoir du président Mobutu. Ceci est aussi la preuve que lorsque les enjeux sont de

7 Cf. *RFI*: « RDC : Moïse Katumbi est-il à la tête du "G7" ? », 1^{er} octobre 2015, disponible sur : <www.jeuneafrique.com>.

taille, les Congolais sont capables de dépasser leurs clivages afin d'épouser une cause commune. Étienne Tshisekedi est aujourd'hui âgé de 82 ans et sa santé est fragile. Il aura sûrement des difficultés à se mêler à la compétition de la présidentielle de 2016. Il n'a pourtant pas assuré une relève à la mesure des enjeux actuels. Son fils, Félix Tshisekedi, tente timidement de s'immiscer dans le jeu politique, mais peine à convaincre y compris au sein de son propre camp. De surcroît, Félix Tshisekedi semble de plus en plus sollicité par le camp de Kabila qui tente de négocier un accord avec l'UDPS en promettant à ses leaders – dont Félix Tshisekedi – des postes au sein d'un gouvernement d'Union nationale. Ce gouvernement ouvrirait la voie à une transition politique qui permettrait à Kabila de se maintenir au pouvoir au-delà de 2016. Cependant, cette option semble encore loin de faire l'unanimité au sein de l'UDPS et l'hypothèse d'un rapprochement entre Félix Tshisekedi et le camp Kabila semble, au contraire, contribuer à accentuer les divisions au sein de ce parti déjà fragilisé. À noter cependant que l'UDPS vient tout récemment de poser un ultimatum à Kabila pour le convoquer au dialogue politique d'ici fin novembre 2015 sous peine de se « désolidariser de la démarche ».

Le MLC connaît également des divisions du fait de la longue détention de Jean-Pierre Bemba à la CPI, qui fragilise son autorité sur le parti. Il y a peu, le secrétaire général du MLC, Thomas Luhaka, originaire de la province du Maniema, avait été « débauché » par le camp de Kabila pour occuper un poste de vice Premier ministre. Cette défection a contribué à affaiblir encore davantage le MLC. Thomas Luhaka fut exclu du parti et remplacé par Ève Bazaiba suite à une décision de Jean-Pierre Bemba. À noter le jeu ambigu que semble jouer Jean-Pierre Bemba, qui, depuis la CPI, continue à avoir une emprise sur son parti. Il n'est pas exclu qu'il instrumentalise lui-même la division au sein du MLC afin d'empêcher l'émergence de nouveaux leaders susceptibles d'échapper à son contrôle. Toutefois, à la lumière des derniers événements, notamment de la manifestation de l'opposition du 15 septembre 2015⁸, il apparaît qu'Ève Bazaiba a su résister aux clivages internes et semble affirmer davantage son leadership au sein du parti.

L'UNC de Vital Kamerhe est un parti créé en 2010 et qui a jusqu'alors résisté aux désormais célèbres « débauchages ». Les tentatives de déstabilisation à l'égard de l'UNC restent néanmoins fortes. En septembre 2014, son secrétaire général, Bertrand Ewanga, fut arrêté et incarcéré pendant un an pour « offense au chef de l'État, aux membres du gouvernement et aux membres du Parlement » au lendemain d'une manifestation de l'opposition destinée à dénoncer toute initiative visant à modifier la Constitution. Le président de l'UNC, Vital Kamerhe, a également subi des ennuis d'ordre judiciaire mais

8 Cf. *Le Monde/AFP* : « Violents affrontements en marge d'une manifestation d'opposition en RDC », 15 septembre 2015, disponible sur : <www.lemonde.fr>.

les tentatives d'arrestation ont jusqu'ici été contenues grâce à la pression populaire et au soutien de la société civile et de la communauté internationale.

Le morcellement de l'opposition

De nombreux autres partis d'opposition existent mais ils sont de moindre envergure et revêtent un caractère provincial, plus localisé, se caractérisant essentiellement par la prédominance d'un leader charismatique. José Makila qui vient de créer l'Alliance des Travailleurs pour le Développement (ATD) en est un exemple. Ancien gouverneur de la province de l'Équateur, son assise politique est importante à Mbandaka, le chef-lieu de cette province. Il en va de même pour Jean-Lucien Busa, fondateur du Courant démocratique pour le renouveau (CDR) et également originaire de l'Équateur. On pourrait aussi mentionner Jean-Claude Muyambo, qui séjourne actuellement en prison pour des raisons politiques, selon ses avocats. Il a en tout cas été arrêté après avoir quitté la MP et fondé Solidarité congolaise pour la démocratie et le développement (SCODE) dont l'ancrage se situe essentiellement au Sud Katanga. Enfin, citons Martin Fayulu, fondateur de l'engagement pour la citoyenneté et le développement (ECIDE), présent essentiellement à Kinshasa et qui a réussi à séduire une partie de la diaspora congolaise.

D'autres figures politiques peuvent être citées pour compléter ce panorama non exhaustif de l'opposition congolaise, notamment Ne Mwama Nsemi, un acteur politico-religieux présent dans la province du Congo central ou Jean-Claude Mwemba, également issu de cette région. Par ailleurs, la frontière entre pouvoir et opposition n'est pas toujours absolument claire, nous en avons pour preuve Léon Kengo wa Dondo, un personnage politique d'importance en RDC car il est l'actuel président du Sénat et l'autorité morale d'une plate-forme dite de l'opposition républicaine. Malgré son appellation, celle-ci est réputée proche du pouvoir et certains de ses membres sont dans le gouvernement actuel.

Afin de comprendre la multiplicité des oppositions politiques en RDC, il est important de noter que Kabila et son administration ont constamment œuvré à morceler l'opposition afin d'empêcher sa structuration et sa pérennisation dans un cadre plus légal. Aussi, au niveau du Parlement, le président de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku, et Évariste Boshab, son prédécesseur, auraient jusque-là réussi à empêcher l'opposition d'élire son porte-parole. En effet, toutes les sollicitations écrites de l'opposition ayant pour objet la convocation d'une séance plénière au parlement pour l'élection de son porte-parole ont été systématiquement bloquées au niveau du Bureau de l'Assemblée nationale. Le régime a également fragilisé l'opposition par un jeu de débauchage assez systématique, offrant à des leaders de certains partis politiques d'opposition, des postes au gouvernement ou au sein d'institutions publiques. Cette stratégie a

été jusqu'ici payante pour le pouvoir et donne aux opinions nationale et internationale le sentiment que l'opposition institutionnelle est faible, désorganisée et non fiable.

Tentatives de rassemblement pour le respect de la Constitution

Peu avant les événements du 19 janvier 2015, l'opposition politique a commencé à s'organiser autour de quelques actions communes, ce qui parmi d'autres facteurs, peut expliquer le « succès » des manifestations du 19 au 23 janvier. Les partis qui ont joué un rôle moteur lors de ces manifestations sont l'UNC de Vital Kamerhe, ECIDE de Martin Fayulu, la SCODE de Jean-Claude Muyambo, et le MLC de Jean-Pierre Bemba. L'appel à la mobilisation, relayé par ces partis, a surtout eu un impact sur les étudiants à Kinshasa, au Congo central, aux deux Kivus, et de façon moins prononcée dans la Province orientale. La population jeune et étudiante, particulièrement à Kinshasa et dans les Kivus est restée très active dans la rue jusqu'au moment où le Sénat, sous pression, a retiré l'alinéa 3 de l'article 8 de la loi électorale qui liait l'organisation de la présidentielle, prévue en 2016, à un recensement de la population. Une fois l'objectif atteint, Vital Kamerhe et d'autres leaders de l'opposition ont demandé à la population de cesser les manifestations et celles-ci se sont alors atténuées. À noter que le président du Sénat, Léon Kengo wa Dondo, s'est attiré les foudres du « clan Kabila » en déclarant publiquement lors de la session d'examen de la loi que les sénateurs avaient entendu la voix du peuple et qu'ils avaient pris la bonne décision.

Il reste intéressant de souligner que dans un premier temps, les leaders de l'UDPS n'ont pas voulu s'associer aux préparatifs de la manifestation du 19 janvier. Néanmoins, à la suite de l'ampleur prise par les événements, l'UDPS semble avoir tenté une récupération politique en lançant un appel au soulèvement populaire. Ce mot d'ordre n'a cependant pas été suivi et les jeunes se sont retirés de la rue à la suite du retrait de l'alinéa 3 de l'article 8. Par ailleurs, lors d'un meeting tenu le 15 septembre 2015 à Kinshasa réunissant les différentes forces d'opposition plaidant pour le respect de la Constitution et l'alternance politique, l'UDPS ne fut pas représentée.

La cartographie de l'opposition fait ainsi apparaître une opposition morcelée, où les partis se réunissent davantage autour de leaders charismatiques que de valeurs clés qui pourraient pourtant leur permettre de se structurer en vue des prochains enjeux électoraux. Si l'opposition souhaite parvenir à une alternance politique en 2016, il semble ainsi primordial qu'elle s'accorde sur des thématiques communes et choisisse un porte-parole, à défaut d'un candidat unique, pour présenter davantage de cohérence et de cohésion dans ses actions.

Les principales dynamiques en vue de l'élection présidentielle de 2016

La dynamique Kabila

En apparence, tout laisse à penser que le régime de Joseph Kabila contrôle les instruments du pouvoir : institutions, appareil sécuritaire, appareil judiciaire, etc. On observe cependant une frustration grandissante au sein de la majorité présidentielle, et celle-ci s'est manifestée avec l'apparition de la plateforme du G7. Dans l'ombre, quelques figures éminentes de la majorité, y compris du PPRD, commencent à leur tour à réclamer le respect des délais constitutionnels et s'interrogent sur la désignation du dauphin de Joseph Kabila. Ce dernier continue de maintenir une ambiguïté quant à son avenir politique. Il fait généralement très peu confiance à son entourage et ne semble pas encore enclin à promouvoir l'une des figures imminentes de sa majorité politique. Tout laisse à penser que Joseph Kabila espère trouver la « perle rare » qui partagerait sa vision et pourrait le remplacer tout en demeurant sous son influence. Avant d'identifier la personne idoine, Joseph Kabila n'aura sans doute pas d'autre choix que de mettre en œuvre une stratégie qui lui permettrait de s'accrocher le plus longtemps possible au pouvoir. Son attitude semble en effet indiquer qu'il tentera de se maintenir au pouvoir au-delà de 2016, et ce, même si un changement de la constitution ne semble plus être la priorité.

L'hypothèse d'un maintien au pouvoir de Joseph Kabila après 2016 est assez largement soutenue au sein de la majorité présidentielle. Une des raisons principales de ce soutien est que, dans sa configuration actuelle, la majorité présidentielle s'est davantage construite sur des alliances opportunistes plutôt que sur des valeurs et des programmes partagés. Les tenants d'un maintien au pouvoir de Joseph Kabila le présentent comme le candidat de la stabilité, il est surtout celui qui leur permettrait de conserver leurs privilèges.

Joseph Kabila tente également d'obtenir le soutien de ses pairs dans la sous-région (l'Angola, le Congo-Brazzaville, le Rwanda, l'Ouganda, la Tanzanie, le Kenya ou encore l'Afrique du Sud), et ce, au nom de la stabilité régionale et de la solidarité entre chefs d'États. Ces derniers, bien qu'ayant exprimé à certaines occasions une certaine lassitude vis-à-vis de Joseph Kabila, pourraient être tentés de lui prêter une oreille attentive, d'autant plus que plusieurs d'entre eux sont ou seront susceptibles de se retrouver dans une situation

similaire (c'est notamment le cas de Denis Sassou N'guesso et de Paul Kagamé).

Il semblerait également que Joseph Kabila tente de se rapprocher de la Russie et de la Chine en espérant les convaincre de jouer la carte de la non-ingérence si une résolution devait être votée au Conseil de sécurité de l'ONU contre un éventuel troisième mandat ou un report des élections. Il a récemment effectué un voyage en Chine qui a été largement médiatisé par les chaînes nationales congolaises qui présentaient la Chine comme le grand ami de la RDC et du président Kabila. Quant au rapprochement avec la Russie, Joseph Kabila vient de nommer un diplomate chevronné au poste d'ambassadeur à Moscou en la personne de Valentin Matungul. L'analyste Jean-Jacques Wondo indique également que la RDC achète régulièrement de l'équipement militaire russe et que des instructeurs russes formeraient la garde présidentielle (la GR)⁹.

Par ailleurs, la présidente du Liberia Ellen Johnson Sirleaf est une personnalité qui a joué un rôle significatif dans le processus de pacification de la RDC. Elle serait une alliée moins affichée de Joseph Kabila mais avec qui il aurait gardé des relations privilégiées.

Cependant, le peu de soutien dont Kabila semble bénéficier de la part des partenaires dits traditionnels pourrait peser contre lui, en particulier si son maintien au pouvoir s'accompagnait d'une détérioration du climat sécuritaire dans le pays.

La dynamique Katumbi

Une dynamique semble s'articuler en faveur de Moïse Katumbi via la nouvelle plateforme G7¹⁰. Ce groupe de sept partis a été le premier à franchir la ligne rouge, en exprimant publiquement leur opposition au maintien de Kabila après 2016 et en appelant de leurs vœux l'alternance politique. En dehors du respect de la Constitution, qui semble être la seule revendication commune, ce groupe semble s'être agrégé sur une base davantage opportuniste qu'idéologique. La prise de distance de cette plateforme G7 vis-à-vis de la majorité présidentielle semble aussi la conséquence d'une frustration grandissante des partis de la MP. Certains d'entre eux ont en effet constaté une diminution des attributions de postes gouvernementaux ou institutionnels alors que la part de représentants du PPRD s'accroît. Aussi, il n'est pas exclu que certains partis soient tentés de quitter eux-aussi la MP dans un même élan opportuniste.

9 Cf. *Desc-wondo.org*: « Une hyper-militarisation suspecte de la Garde républicaine », 14 mars 2014, disponible sur : <<http://desc-wondo.org>>.

10 Voir ci-dessus.

Au sein du G7, Moïse Katumbi est considéré comme le plus influent car il est fortuné et dispose d'un réseau important dans le pays et à l'étranger. Il serait capable de financer une campagne présidentielle à lui seul, ainsi que des partis politiques en vue des élections législatives. Il est considéré comme charismatique, parfois populiste et bénéficie d'une grande popularité grâce à son équipe de football, le Tout Puissant Mazembe, qu'il a réussi à hisser au rang des grands clubs africains. Il est cependant suspecté de s'être fortement enrichi en tant que gouverneur de la province du Katanga. Certains lui reprochent aussi de privilégier les projets aux impacts visibles tels que les routes ou les ponts mais qui n'auraient qu'un effet limité sur la réduction de pauvreté. Ses principaux détracteurs estiment que Moïse Katumbi pourrait, en tant que président du pays, perpétuer le système de prédation tant décrié en RDC. On peut en tout cas affirmer qu'en dehors du Katanga, il connaît assez peu le Congo et ne semble pas développer beaucoup d'affinités pour la partie ouest du pays. De même, les enjeux sécuritaires au Kivu, pourtant cruciaux pour la stabilité et le développement de la RDC, ne sont pas des dossiers que maîtrise pleinement Moïse Katumbi.

Certains leaders du clan katangais, notamment Albert Yuma, auraient cherché à rapprocher Joseph Kabila et Moïse Katumbi avant la démission de celui-ci du poste de gouverneur du Katanga. Ce rapprochement serait promu au nom de la cohésion de la famille politique et on peut noter que Moïse Katumbi tente pour l'instant d'éviter une confrontation directe avec Joseph Kabila. Pourtant, les relations personnelles entre les deux hommes se sont fortement détériorées au cours des dernières années et ils se méfient aujourd'hui beaucoup l'un de l'autre. Le gouvernement par le biais de son porte-parole, Lambert Mende, a fait des allusions sur le fait que Moïse Katumbi pourrait tôt ou tard être traduit devant la justice pour malversation financière. On peut suggérer que même si les faits s'avéraient établis, cela risquerait de passer pour un règlement de comptes politique. Dans les cercles du pouvoir, le nom du milliardaire israélien Dan Gertler, un proche du président Kabila, est également évoqué comme un acteur qui a œuvré pour le rapprochement entre les deux hommes.

La dynamique Kamerhe

Parmi les candidats jugés présidentiables, Vital Kamerhe est l'un de ceux qui a la plus grande expérience et qui maîtrise le mieux les enjeux régionaux. Il a été très proche de Joseph Kabila et fut un des hommes forts du pouvoir notamment en tant qu'ancien secrétaire général du parti présidentiel, le PPRD, et président de l'Assemblée nationale. Il eut pour mission d'implanter le PPRD sur l'ensemble du territoire, ce qui lui a permis de se constituer un réseau non négligeable. Il a basculé dans l'opposition en 2009 suite à des divergences de fond avec Joseph Kabila au Parlement, notamment sur le dossier des « contrats chinois » entre des entreprises chinoises et l'état congolais dans des termes jugés peu avantageux pour la

partie congolaise. Il présenta sa démission suite à sa désapprobation de l'entrée, sans l'accord préalable du parlement, de bataillons rwandais au Nord Kivu (province frontalière au Rwanda) dans le cadre de l'opération conjointe *Umoja wetu*¹¹. Vital Kamerhe a ensuite créé son propre parti, l'UNC, en 2010 et est arrivé troisième aux présidentielles de 2011. Face à Étienne Tshisekedi qui semble « à bout de souffle » et Jean-Pierre Bemba toujours détenu à la CPI, Vital Kamerhe peut compter sur le soutien d'une bonne partie de l'opposition. Une de ses faiblesses est son passé politique qui le marque comme candidat issu du « système Kabila ». Il faut toutefois noter que cette ancienne proximité entre Vital Kamerhe et Joseph Kabila peut également être pour lui une force et une opportunité. Il pourrait en effet apparaître comme un élément capable de faire le lien entre pouvoir et opposition en se présentant comme l'homme du consensus, susceptible de donner le plus de garanties aux divers acteurs. Un autre avantage du candidat Kamerhe est sa connaissance des 4 langues nationales. En revanche, contrairement à Joseph Kabila et à Moïse Katumbi, Vital Kamerhe n'a pas la capacité financière d'assurer à lui tout seul une campagne présidentielle.

Certaines figures politiques de la majorité présidentielle, notamment Thambwe Mwamba, aujourd'hui ministre de la Justice, Katintima Basengezi, ancien ministre de l'Agriculture, les chefs coutumiers Mwami Ndeze, Mwami Kabare, et le Mwanti Yav (Grand Chef Rund originaire du Katanga), ou encore l'actuel gouverneur de la province de Kinshasa, André Kimbuta, ont tenté de rapprocher Joseph Kabila et Vital Kamerhe au nom de leurs relations passées. Si des tentatives de rapprochement sont effectivement entreprises, rien ne permet de dire qu'elles aboutiront aujourd'hui tant l'animosité entre les deux hommes semble vive.

À l'inverse, d'autres personnalités congolaises, notamment Pierre Lumbi, ancien conseiller spécial de Joseph Kabila sur les questions de sécurité, Olivier Kamitatu, ancien ministre du Plan et cofondateur de la plateforme G7 ainsi que des acteurs étrangers plaident pour un rapprochement entre Moïse Katumbi et Vital Kamerhe pour assurer une alternance en 2016. Une rencontre entre les deux hommes s'est récemment tenue à Londres. Si rien n'a filtré de l'entretien, l'enjeu semble toutefois de constituer un front commun opposition-G7 contre la révision de la constitution et de favoriser les chances d'une alternance en 2016.

11. Dans cette opération militaire conjointe, les armées du Rwanda et du Congo ont tenté de démanteler les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR). La présence des FDLR était considérée comme l'une des principales raisons d'un conflit qui déchire l'est de la RDC. Les opérations se sont déroulées de janvier à février 2009 et auront contribué à fragiliser les FDLR.

Les autres dynamiques

Outre ces trois grandes tendances, quelques personnalités moins organisées sur le plan politique pourraient jouer un rôle majeur au cours des prochains mois. C'est notamment le cas du D^r. Mukwege ou encore de Freddy Matungulu (ancien ministre des Finances et ex-fonctionnaire au FMI) qui comptent d'importants soutiens parmi la diaspora congolaise. On peut aussi mentionner qu'Olive Lembe, l'épouse de Joseph Kabila et Jaynet Kabila, sa sœur jumelle, semblent afficher certaines ambitions qu'elles n'ont cependant pas ouvertement déclarées.

Au sein de la majorité présidentielle, certains acteurs laissent entrevoir des ambitions politiques allant au-delà de leurs prérogatives actuelles. Nous pouvons citer parmi ceux-ci le premier ministre Matata Ponyo, le président de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku, et Évariste Boshab, actuel ministre de l'Intérieur et ancien secrétaire général du PPRD. Tous se verraient incarner le rôle de dauphin de Joseph Kabila. Cependant, en dehors de leur stature institutionnelle, ils ont une assise populaire assez limitée sur le terrain.

On pourrait également voire naître certaines ambitions dans le corps judiciaire ou au sein du dispositif sécuritaire du camp Kabila, notamment parmi les policiers et les soldats (incluant la Garde Présidentielle à majorité katangaise et kivutienne) qui s'estiment sous-payés.

Conclusion

Ces différents éléments indiquent que la reconduction de Joseph Kabila en 2016 à la tête du pays n'est pas évidente. Il fait face à des opposants très concrets. Ceux-ci s'appuient notamment sur une opinion publique qui semble globalement hostile à son maintien au pouvoir. Cette tendance semble se vérifier dans l'ensemble des provinces et suggère que même si la classe politique parvenait à trouver un arrangement concernant un partage du pouvoir qui permettrait à Joseph Kabila de se maintenir, le pays ne serait pas à l'abri de manifestations populaires d'envergure. Par ailleurs, il ne faut pas écarter la possibilité que les étrangers paient le prix fort d'une frustration populaire. Par exemple, un certain agacement à l'égard de la communauté chinoise a pu être observé lors des événements de janvier 2015. Dans les quartiers populaires, des membres de cette communauté sont soupçonnés d'avoir des affinités avec le camp Kabila et ont vu leurs magasins saccagés. La communauté internationale, quant à elle, pourrait être accusée de passivité et de complicité si Joseph Kabila parvenait à se maintenir au-delà de son dernier mandat.